



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Union Départementale des Papillons Blancs - UDAPEI du Nord

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Union Départementale des Papillons Blancs - UDAPEI du Nord

194-196, Rue Nationale 59004 LILLE CEDEX

KPMG SA, société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92086 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Union Départementale des Papillons Blancs - UDAPEI du Nord

194-196, Rue Nationale 59004 LILLE CEDEX

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'Assemblée Générale de l'association Union Départementale des Papillons Blancs - UDAPEI du Nord,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Union Départementale des Papillons Blancs - UDAPEI du Nord relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour II QHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92068 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;



- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marcq en Baroeul, le 3 juin 2024

KPMG SA



03/06/2024 14:24

Signé par **Jocelyn Scamps**

Jocelyn SCAMPS

Associé

Bilan Combiné - Actif arrêté au 31/12/2023 (toutes écritures)

Libellé	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licence, ...	548 654,57	504 592,18	44 062,39	58 826,07
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours	96 510,00		96 510,00	63 240,86
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	388 578,43	82 061,35	306 517,08	306 979,51
Constructions	15 729 550,82	11 057 856,03	4 671 694,79	5 093 987,75
Installations technique, matériel et outill. indus.	1 830 162,71	1 554 973,34	275 189,37	300 860,31
Autres immobilisations corporelles	2 129 377,60	1 637 856,44	491 521,16	489 026,00
Immobilisations corporelles en cours	4 524,00		4 524,00	4 524,00
Avances et acomptes	33 383,26		33 383,26	57 403,41
Biens recus par legs ou dons destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	367 134,50		367 134,50	363 675,00
Autres titres immobilisés				
Prets	1 371 550,98		1 371 550,98	1 482 785,70
Autres	8 498,49		8 498,49	1 760 310,87
Total (I)	22 507 925,36	14 837 339,34	7 670 586,02	9 981 619,48
Comptes de liaison (1)				
Total (II)				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et fournitures				
Autres approvisionnements				
En cours de production (biens et services)				
Stock de produits et de marchandises				
Autres stocks				
Fournisseurs débiteurs	27 174,87		27 174,87	40 414,39
dont avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (2)				
Créances redevables et comptes rattachés (3)	1 565 989,31	3 776,08	1 562 213,23	1 473 026,07
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	179 171,55		179 171,55	70 967,72
Valeurs mobilières de placement	9 561 483,00		9 561 483,00	7 788 869,80
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 943 534,22		1 943 534,22	3 214 971,77
Charges constatées d'avance	14 858,45		14 858,45	16 205,26
Total (III)	13 292 211,40	3 776,08	13 288 435,32	12 604 455,01
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Total (IV)				

Bilan Combiné - Actif arrêté au 31/12/2023 (toutes écritures)

Libellé	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
Frais d'émission des emprunts (V)				
Total (V)				
Primes de remboursement des emprunts (VI)				
Total (VI)				
Ecart de conversion Actif (VII)				
Total (VII)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+III+IV+V+VI+VII)	35 800 136,76	14 841 115,42	20 959 021,34	22 586 074,49

(1) un tableau annexé à ce bilan doit détailler les différents comptes de liaison relatifs à l'investissement, à l'exploitation et à la trésorerie pour cet établissement ou service entre ce dernier et les autres établissements ou services concernés

(2) Dont à moins d'un an :

Dont à plus d'un an :

(3) Dont créances mentionnées à l'article R314-96 du CASF

(1) Détail des comptes de liaison annexé		
(2) Dont à moins d'un an :	1 745 160,86	
(2) Dont à plus d'un an :		
(3) Dont créances art97 décret 2003-1010		

Bilan Combiné - Passif arrêté au 31/12/2023 (toutes écritures)

Libellé		Net	Net A-1
Fonds propres			
Fonds propres sans droit de reprise			
Fonds propres statutaires		171 797,79	171 797,79
Fonds propres complémentaires			
Fonds propres avec droit de reprise			
Fonds propres statutaires			
Fonds propres complémentaires		34 301,03	34 301,03
Ecart de reevaluation		752 606,36	752 606,36
dont écarts de reeval. sur bien avec droit reprise			
Reserves			
Reserves statutaires ou contractuelles		4 365 441,94	4 307 958,98
Reserves pour projet de l'entite		677 134,47	767 415,04
Autres (hors reserves ESMS sous gestion controlee)		4 413 155,98	4 332 502,86
Excedents et reserves affectes a l'investissement		2 701 439,54	2 718 458,16
Reserves de compensation des deficits		23 136,17	216 786,48
Reserves de compensation des charges amortissement			
Excedents affectes a couverture du besoin en FDR			
Autres reserves (des ESMS sous gestion controlee)			
Report a nouveau			
Report a nouveau hors activites SMS		-111 682,71	132 955,97
Report a nouveau activites SMS non controlee		-229 274,70	-229 274,70
Report a nouveau activites SMS ss gest ctrlee		-185 997,31	-195 623,22
Depenses refusees par l'autorite de tarification		-14 198,00	-10 950,00
Charges des activites SMS prise en compte differee			
Excedent ou deficit de l'exercice			
Resultat hors activites SMS		106 431,13	22 528,87
Resultat activites SMS non controlees			
Resultat activites SMS ss gest controlee		33 324,13	-185 937,18
Situation nette (sous total)			
Fond propres consommable			
Subventions d'investissement		244 439,30	298 631,82
Provisions regl. pour couverture du besoin en FDR			
Provisions regl. relatives aux immobilisations			
Provisions regl. relatives aux autres elem. actif			
Amortissements derogatoires			
Autres provisions reglementees		169 408,31	100 850,31
Droits de l'affectant ou du remettant			
Total (I)		13 151 463,43	13 235 008,57
Compte de liaison			
Total (II)			
Fonds reportes et dedies			
Fonds reportes lies aux legs et donations			
Fonds dedies		2 294 545,23	2 450 470,67
Total (III)		2 294 545,23	2 450 470,67
PROVISIONS			
Provisions pour risques		1 303 839,75	1 271 153,19
Provisions pour charges		732 787,81	722 111,81
Total (IV)		2 036 627,56	1 993 265,00

Bilan Combiné - Passif arrêté au 31/12/2023 (toutes écritures)

	Libellé	Net	Net A-1
	Dettes		
	Emprunts obligataires et assimilés (titres assoc.)		
	Emprunts et dettes auprès des etb. de crédit (2)	476 298,78	630 101,78
	Emprunts et dettes financières diverses (3)		1 751 784,49
	Avances et acomptes reçus sur comm. en cours		
	Redevables créditeurs	31 217,01	28 606,34
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés (4)	1 593 755,82	1 079 171,84
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	1 364 437,86	1 405 958,41
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes (5)	7 717,99	11 707,39
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	2 957,66	
	Total (V)	3 476 385,12	4 907 330,25
	Ecart de conversion Passif (VI)		
	Total (VI)		
	TOTAL GENERAL (I+II+III+III+IV+V+VI)	20 959 021,34	22 586 074,49

(1) Dont comptes 1201 et 1291 res /cont tiers fin	-261 824,71	
(2) Dont concours bancaires et soldes cr banques		
(3) En particulier : caut versées par res. entrée		
(4) Dont à plus d'un an		
(4) Dont à moins d'un an	1 593 755,82	
(5) Dont fonds majeurs protégés et tutelles :		
(1) : Dont résult. ss gest. contrôlée / cpte 1205		
(1) : Dont résult. ss gest. contrôlée / cpte 1295		

- (1) dont compte 1201 résultats sous contrôle de tiers financeurs
et dont compte 1291 résultats sous contrôle de tiers financeurs
(2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques
(3) En particulier : cautions versées par les résidents à leur entrées dans l'établissement
(4) dont à plus d'un an
dont à moins d'un an
(6) Dont fonds des majeurs protégés

Compte de Résultat Combiné arrêté au 31/12/2023 (toutes écritures)

Libellé	Net	Net A-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	1 066 681,00	874 862,00
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
dont ventes de biens relatives actives sms		
Ventes de prestations de service	1 131 448,71	1 087 512,26
dont parrainages		
dont ventes de prestations relatives activités sms	1 131 448,71	1 087 512,26
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	10 221 208,50	9 984 979,28
dont contributions financières des autorités de ta	9 208 200,45	9 317 785,24
Vers. des fondateurs ou conso. dot. comptable		
Ressources liées à la générosité du public		6 711,80
dont Dons manuels		6 711,80
dont Mécénats		
dont Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amort, deprec, prov, trans de charges	327 615,04	105 811,55
Utilisations des fonds dédiés	248 268,30	498 486,46
Autres produits	3 507,63	5 471,50
Total I	12 998 729,18	12 583 834,85
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	4 096 241,17	3 581 026,24
Aides financières	19 660,00	30 723,03
Impôts, taxes et versements assimilés	531 267,12	592 874,47
Salaires et traitements	5 403 121,98	5 212 309,31
Charges sociales	2 172 977,68	2 014 857,47
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	814 776,09	813 511,14
Dotations aux provisions	256 128,00	187 855,66
Reports en fonds dédiés	104 147,99	442 208,18
Autres charges	942,90	562,13
Total II	13 399 262,93	12 875 927,63
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-400 533,75	-312 092,78
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
Autres valeurs mobilières et créances actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	243 525,52	77 183,65
Reprises sur prov, deprec et transferts de charge	2 991,00	
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions val mobili. de placement	490,98	
Total III	247 007,50	77 183,65
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amort, aux deprec et aux provisions		2 991,00
Intérêts et charges assimilées	7 113,20	9 437,66

Compte de Résultat Combiné arrêté au 31/12/2023 (toutes écritures)

Libellé	Net	Net A-1
Differences negatives de change		
Charges nettes sur cessions val mobil. de placemt	3 229,23	
Total IV	10 342,43	12 428,66
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	236 665,07	64 754,99
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-163 868,68	-247 337,79
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur operation de gestion	4 412,80	2 719,06
Sur operation en capital	59 428,59	53 428,59
Reprises sur prov, deprec et transferts de charges	33 565,13	
Total V	97 406,52	56 147,65
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur operation de gestion	725,78	167,53
Sur operation en capital	2 203,64	746,01
Dotations aux amort, aux deprec et aux provisions	68 558,00	
Total VI	71 487,42	913,54
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	25 919,10	55 234,11
Participation des salaries aux resultat (VII)		
Impots sur les benefices (VIII)	17 444,00	12 868,00
Total des produits (I + III + V)	13 343 143,20	12 697 166,15
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	13 498 536,78	12 902 137,83
EXCEDENT OU DEFICIT	-155 393,58	-204 971,68
dont Resultat hors activites SMS	106 431,13	22 528,87
dont Resultat activites SMS non controlees		
dont Resultat activites SMS ss gest controlee	-261 824,71	-227 500,55
Incorporation du résultat antérieur	295 148,84	41 563,37
RESULTAT AU BILAN	139 755,26	-163 408,31
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
EXCEDENT OU DEFICIT		
dont resultat des activites sms ss gest controlee		
Total		
dont resultat des activites sms ss gest controlee		
dont resultat des activites sms ss gest controlee		
dont resultat des activites sms ss gest controlee		
dont resultat des activites sms ss gest controlee		
dont resultat des activites sms ss gest controlee		
dont resultat des activites sms ss gest controlee		
dont resultat des activites sms ss gest controlee		
Incorporation du résultat antérieur	-295 148,84	